

**NEW BRUNSWICK
ENVIRONMENTAL NETWORK**



**RÉSEAU ENVIRONNEMENTAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

MISE À JOUR DU PLAN D'ACTION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE NB

Un rôle pour les groupes environnementaux locaux et un mouvement environnemental fort

Présentation au comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement

Tim Leblanc Murphy

Directeur général

Réseau environnemental du Nouveau-Brunswick

le 18 janvier 2022

Bonjour, Hello, Wela'lin!

Reconnaissance territoriale

Thank you for the invitation to speak to you today. Merci pour l'invitation de vous adresser la parole aujourd'hui. Je vais présenter en anglais, mais je salue nos groupes francophones, et je vous invite à me poser des questions en français lors de la période de question.

Permettez-moi de commencer en reconnaissant que je vous parle aujourd'hui à partir du territoire non cédé et traditionnel du peuple Mi'kmaq. En tant qu'organisme provincial, le RENB effectue également son travail sur les territoires non cédés et traditionnels des peuples Wəlastəkwiyik et Peskotomuhkati.

À propos du RENB

Le Réseau environnemental du Nouveau-Brunswick (RENB), créé en 1991, est un réseau de communication qui relie plus de 110 organismes environnementaux sans but lucratif, grands et petits, francophones et anglophones, et situés aux quatre coins de notre belle province. L'année 2021 a marqué notre 30e anniversaire.

Le rôle du RENB est d'améliorer la communication et la coopération entre les groupes environnementaux et entre ces groupes, le gouvernement et d'autres secteurs, y compris le

milieu universitaire, les entreprises et l'industrie, et nos grandes institutions comme la santé et l'éducation. Le RENB n'est pas un groupe de défense des intérêts et ne prend pas lui-même position sur une question quelconque. Nous offrons plutôt des possibilités d'éducation à nos membres et groupes associés, nous les encourageons à parler d'une seule voix et à prendre des positions unifiées lorsque c'est approprié, et nous encourageons plus généralement la croissance du mouvement environnemental au Nouveau-Brunswick. Nous maintenons également d'importants outils en ligne comme notre éco-bottin, notre bibliothèque de référence et notre calendrier mensuel d'événements.

Les principaux mécanismes du RENB pour remplir sa mission sont les caucus thématiques et les efforts en commun (collectifs) :

Les **caucus** facilitent les communications entre les groupes membres et peuvent fournir une contribution pertinente et experte sur des questions environnementales spécifiques d'importance pour l'élaboration des politiques provinciales et l'éducation du grand public. Actuellement, le RENB anime des caucus actifs sur les bassins versants, les droits environnementaux, la pulvérisation d'herbicides et l'énergie nucléaire.

Pour leur part, les **efforts en commun** (collectifs) sont un modèle innovateur et unique de collaboration développé par le RENB au cours de la dernière décennie qui fournit une occasion pour les organismes qui partagent un objectif commun de faire avancer le développement de politiques et de programmes qui sont pertinents, largement soutenus et mis en œuvre sur une base intersectorielle. Le RENB sert de secrétariat pour quatre collectifs actifs sur l'éducation à la durabilité, la santé environnementale des enfants, la biodiversité et l'adaptation au changement climatique.

Je ferai référence au travail de ces caucus et collectifs tout au long de ma présentation aujourd'hui.

J'ai le plaisir d'occuper le poste de directeur général du Réseau environnemental du Nouveau-Brunswick depuis juin 2020. Depuis ce temps, j'ai été témoin de la contribution significative des nombreux groupes environnementaux de notre province au bien-être social, économique et environnemental de leurs communautés respectives, notamment en prenant des mesures pour faire face à l'urgence climatique. Bien que nos nombreux groupes ne soient pas toujours unanimes sur la voie exacte à suivre pour nous mener vers un monde à faible émission de carbone et au climat stable, je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que nous n'avancions pas assez vite sur aucune de ces voies !

Dans mon ancienne vie de maraîcher biologique, j'ai été le témoin direct de l'impact du changement climatique sur nos vies, alors que mes projets agricoles étaient confrontés à des vents violents, des sécheresses prolongées, des pluies abondantes ou même des grêles en plein été. Personne n'a une compréhension plus viscérale de l'imprévisibilité de notre climat que nos agriculteurs et agricultrices. À cet égard, j'attends avec impatience les présentations de

mes collègues de l'union nationale des fermiers du Nouveau-Brunswick et de l'Alliance agricole du Nouveau-Brunswick.

La semaine dernière et plus tôt aujourd'hui, vous avez entendu quelques-uns de nos membres et groupes associés du RENB. J'espère que vous avez pris note de ce qu'ils avaient à dire. Vous m'entendrez faire écho à plusieurs de leurs recommandations ici cet après-midi. Alors que la province cherche à mettre à jour son plan d'action sur le changement climatique, mon travail en tant que directeur d'un réseau provincial est d'amplifier les voix des nombreux petits groupes locaux qui travaillent à apporter des changements dans leurs communautés respectives et qui n'ont pas le privilège de s'adresser à vous ici aujourd'hui. Nous encouragerons nombre d'entre eux à présenter des mémoires. En m'appuyant sur le travail de nos groupes membres, dont beaucoup se trouvent dans des circonscriptions dont les représentants siègent à ce même comité, je soulignerai l'importance de quelques points clés, que vous pourrez considérer comme des recommandations :

1. Collaboration avec les ONGE, grandes et petites, dans la poursuite de l'action climatique.

Il s'agit d'un incontournable. Vous avez entendu quelques grandes ONGE du Nouveau-Brunswick aujourd'hui, mais les petits groupes environnementaux locaux sont tout aussi essentiels pour éduquer les citoyens sur la crise climatique et leur donner l'occasion de prendre des mesures significatives.

Les groupes environnementaux locaux agissent également comme des yeux et des oreilles sur le terrain. Par exemple, dans ma propre circonscription de Kent-Sud, le Groupe de développement durable du pays de Cocagne, grâce à l'entretien et à la surveillance d'un réseau de nichoirs par ses nombreux bénévoles, a pu attirer l'attention sur un important déclin des jeunes hirondelles au printemps dernier. La cause exacte de cette mortalité est inconnue, mais on soupçonne des conditions climatiques inhabituelles. En l'absence du groupe environnemental local, cet événement inquiétant aurait pu passer inaperçu.

À propos de la collaboration avec les groupes environnementaux locaux, je m'en voudrais de ne pas mentionner le caucus actif des bassins versants du RENB, composé de près de 30 groupes locaux de gestion des bassins versants ou de protection des eaux. Les groupes locaux de gestion des bassins versants fournissent des services climatiques très réels et essentiels, en surveillant les embâcles, les populations de poissons, les températures de l'eau et la qualité générale de l'eau, ainsi qu'en menant des activités telles que la restauration des berges et la plantation de zones riveraines qui nous protègent davantage des inondations et peuvent servir de puits de carbone.

Un rapport publié en 2021 par l'Institut international du développement durable indique que la gestion communautaire des bassins versants est une méthode rentable (>3:1) et scientifiquement rigoureuse pour recueillir des données de surveillance de la qualité de

l'eau à moyen et long terme à l'échelle des bassins versants. Dans le même rapport, ils notent également que l'évolution rapide du climat au Canada exacerbera les problèmes de qualité et de quantité de l'eau et exigera une approche de gestion adaptative. L'objectif 4 de la Stratégie de l'eau de la province souligne la nécessité de travailler en collaboration avec les acteurs locaux pour protéger et gérer l'eau.

De même, les nombreux groupes de naturalistes locaux du Nouveau-Brunswick peuvent aider à surveiller les populations fauniques par le biais de diverses initiatives de science citoyenne, augmentant ainsi l'information disponible sur les impacts du changement climatique sur la biodiversité du Nouveau-Brunswick en établissant des lignes de base pour les espèces d'intérêt.

Je vous encourage à mieux connaître les groupes de protection des bassins versants et les clubs de naturalistes de vos circonscriptions, si ce n'est déjà fait. Ils font du bon travail et peuvent être des alliés utiles pour faire avancer les priorités établies par le gouvernement.

2. Maintien et augmentation du financement du travail sur le climat entrepris par les ONGE

Les groupes environnementaux font beaucoup avec peu. L'accès au financement par le biais du Fonds en fiducie pour l'environnement et du Fonds en fiducie pour la faune est essentiel. Le financement provincial sert souvent de levier pour d'autres niveaux de financement. Une mise à jour du plan d'action sur le changement climatique doit reconnaître la valeur de l'investissement dans ce travail et doit non seulement maintenir, mais aussi chercher à augmenter les sources de financement existantes pour permettre aux groupes d'en faire encore plus. Le financement pluriannuel doit être envisagé, car il permet aux groupes de planifier des résultats à plus long terme. La crise actuelle de la santé publique a montré que des ressources peuvent être trouvées lorsque le gouvernement reconnaît l'urgence d'une situation et agit en conséquence. La crise climatique n'est pas moins une urgence que la pandémie de COVID 19 et, en fait, elle a de sérieuses répercussions sur la santé publique. C'est pourquoi le RENB compte parmi ses membres des groupes comme l'Association pulmonaire du Nouveau-Brunswick et la section du Nouveau-Brunswick de l'Association canadienne des médecins pour l'environnement !

Le financement est essentiel. De nombreuses communautés ont maintenant des plans d'adaptation au changement climatique, souvent élaborés avec le soutien des ONGE locaux, mais à quoi servent ces plans s'il n'y a pas de ressources disponibles, tant financières qu'humaines, pour les mettre en œuvre ?

L'allocation des fonds du Fonds pour le changement climatique doit être plus transparente et devrait être consacrée à de nouvelles initiatives climatiques, et non pas conservée dans les coffres du gouvernement général, ni utilisée pour payer des

responsabilités gouvernementales existantes (par exemple : entretien des routes ou remplacement des ponceaux). Les nouveaux revenus provenant d'un prix croissant du carbone devraient être dirigés vers de nouveaux investissements dans l'atténuation afin de garantir des mesures dont nous savons qu'elles fonctionnent, comme des rénovations profondes, la transformation des transports en commun/transports, ainsi que des investissements dans des mesures d'adaptation coûteuses comme la protection ou la relocalisation d'éléments clés de l'infrastructure (bassin d'épuration, digues, etc.). Afin d'accroître la transparence et la responsabilité du fonds, il faudrait également créer un processus parallèle de demandes ouvertes.

3. Une transparence et une disponibilité accrues des données et des informations liées au climat pour aider à évaluer les risques et améliorer la prise de décision.

Le RENB a été heureux de voir le lancement récent de CLIMAtlantic en tant que nouveau centre de services climatiques de la région atlantique et de l'accueillir en tant que membre associé du RENB. Je partage l'avis de sa directrice, Sabine Dietz, selon lequel les personnes qui travaillent sur le terrain n'ont souvent pas accès aux informations les plus pertinentes, les plus exactes et les plus récentes ; et lorsqu'elles sont accessibles, elles ne sont souvent pas dans des formats faciles à comprendre. Il y a un manque de connaissances sur les impacts du changement climatique, les risques, notre résilience et comment l'augmenter, et les options d'adaptation. Des choses comme les cartes d'inondation récemment publiées sont un pas dans la bonne direction, mais nous devons savoir comment le changement climatique nous affectera dans de nombreux domaines différents et quel risque cela représente.

Notre province dépend d'un petit nombre d'industries qui représentent une part disproportionnée de notre PIB et nombre de ces secteurs seront exposés au changement climatique. Nous avons besoin de données climatiques et d'informations sur l'adaptation de secteurs spécifiques. Comment nos pêcheries s'en sortiront-elles ? Nos forêts ? Quelles cultures agricoles seront les plus touchées ? Comment pouvons-nous nous diversifier pour devenir plus résilients face à ce qui nous attend ? La diversification est particulièrement importante si l'on considère notre système alimentaire. La pandémie a mis en évidence la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaires mondiales. Le changement climatique provoque déjà des perturbations similaires et cela ne fera que s'aggraver. Non seulement nous aurons du mal à importer certains des aliments que nous apprécions, mais les agriculteurs ont déjà du mal à obtenir les intrants dont ils ont besoin pour bien faire leur travail. Je partage les préoccupations de ma collègue Suzanne Fournier de l'Union nationale des fermiers au Nouveau-Brunswick, qui m'a souligné l'importance de données climatiques localisées pour les agriculteurs, et du soutien aux initiatives dirigées par les agriculteurs au lieu d'une approche descendante.

Encore une fois, les groupes de bassins versants, les clubs de naturalistes et les organisations de souveraineté et de sécurité alimentaire, comme le groupe associé du

RENB, Aliments pour tous NB, peuvent tous aider à générer les données et les informations nécessaires.

4. Une communication claire du gouvernement au public sur l'urgence de la crise climatique (et l'honnêteté concernant les solutions qui s'offrent à nous dans le délai imparti).

Plus tôt, vous avez entendu la Dr Louise Comeau du Conseil de conservation parler de la façon dont l'éducation du public est essentielle pour mobiliser les citoyens pendant la transition rapide à venir. De meilleures communications sont nécessaires pour éduquer les citoyens et construire des modèles mentaux plus solides, notamment en ce qui concerne les solutions et leur efficacité. Nos efforts de communication et d'engagement devraient viser à accroître la confiance du public et à créer un sentiment de pouvoir social pour résoudre le problème du changement climatique.

L'acceptabilité sociale n'a jamais été aussi importante et les communautés doivent être engagées tôt et souvent si nous voulons qu'elles adhèrent au type de projets sociétaux transformationnels requis dans le cadre de la transition vers un avenir à faible émission de carbone, qu'il s'agisse de nouveaux parcs éoliens, de panneaux solaires ou de lignes hydroélectriques. Il faut donner la priorité à l'énergie communautaire et à la production d'énergie à domicile, les soutenir, supprimer les obstacles et créer des incitations.

Tout au long de la pandémie, nous avons vu comment le public peut effectivement être mobilisé pour faire des sacrifices au nom du bien public lorsque l'urgence de la situation lui est expliquée clairement et avec le sens de la gravité qu'elle requiert. Imaginez que le directeur de notre Secrétariat du changement climatique se tienne régulièrement à côté du premier ministre ou du ministre de l'Environnement et communique au public la gravité de la crise climatique et ce qu'on leur demande, un peu comme nous avons vu notre médecin hygiéniste en chef, la Dre Russel, le faire au cours des deux dernières années ?

Comme mentionné au début, le RENB soutient actuellement plusieurs caucus, y compris un caucus relativement nouveau sur l'énergie nucléaire, plus précisément sur les réacteurs nucléaires modulaires. Les membres de ce caucus croient comme vous à la nécessité de mettre en œuvre de toute urgence une véritable action climatique. Après une réflexion et des recherches approfondies, ils ont déterminé que cela inclut des mesures d'efficacité énergétique, ainsi qu'une électrification rapide du réseau grâce à des sources d'énergie propres et renouvelables, mais que cela ne devrait pas inclure de nouvelles énergies nucléaires. Le financement de la recherche et du développement de solutions non encore éprouvées, comme les RNM, réduit le financement nécessaire à des solutions plus éprouvées et prêtes à l'emploi. Le coût de l'énergie produite par les RNM, si elle est développée, devrait être beaucoup plus élevé que celui de la production d'énergie renouvelable. La production d'électricité à partir de ces RNM ne sera pas disponible avant 2030 au moins, et donc trop tard pour aider à atteindre les objectifs de

réduction des émissions de carbone visant à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 degré C. J'ai partagé avec vous le point de vue du Caucus selon lequel l'énergie nucléaire ne fait pas explicitement partie du plan d'action climatique actuel et ne devrait pas figurer dans une version actualisée. Plus généralement, nous devons éviter de communiquer des solutions incertaines, comme les RNM, mais aussi des choses comme la combustion de biomasse proposée comme combustible de remplacement pour la centrale de Belledune. Il faut s'en tenir à ce que nous savons être efficace.

Cela dit, les communications du gouvernement doivent également inclure des garanties et des plans de transition équitable pour les communautés comme Belledune qui ont été touchées de manière disproportionnée par l'activité industrielle et les impacts cumulatifs sur l'environnement et la santé qu'elle entraîne. Les travailleurs doivent savoir ce qui les attend et comment leurs compétences seront redéployées pour contribuer à une économie à faibles émissions de carbone. Nous saluons le travail du groupe membre du RENB Projet Aulnes de la région Chaleur pour son travail à cet égard.

En mai 2021, un groupe de travail du RENB a soumis un mémoire au ministre de la gouvernance locale dans le cadre des consultations sur la réforme de la gouvernance locale. Un des points soulevés dans ce mémoire était le besoin de déclarations d'intérêt provincial. Les déclarations d'intérêt provincial sont essentielles à l'établissement de normes minimales pour l'aménagement durable du territoire, la gestion des bassins versants et la prévention des inondations, l'adaptation au climat et l'atténuation de ses effets, ainsi que la protection des zones naturelles sensibles et importantes sur le plan écologique, de sorte que tout le monde travaille à partir du même guide, quelle que soit la structure de gouvernance locale en place là où il vit. Ces déclarations d'intérêts devraient comprendre des directives fermes à l'intention des décideurs et des acteurs en vue d'un changement à tous les niveaux et inclure des considérations climatiques claires. Ces déclarations, bien qu'elles soient les bienvenues, ne doivent pas être considérées comme un substitut à des lois et règlements environnementaux solides et à leur application correcte.

Le RENB a soutenu et continuera de soutenir le gouvernement en partageant les nouvelles des programmes et initiatives ayant un impact positif sur notre environnement et notre climat. Soyez direct et honnête dans vos communications, mais restez aussi plein d'espoir, parlez des choses que les gens aiment, utilisez l'humour, faites participer les artistes, et n'ayez pas peur d'atteindre de nouveaux publics qui sont moins traditionnellement engagés dans l'action climatique.

5. Coopération intersectorielle.

L'action climatique n'est plus le domaine exclusif des groupes environnementaux. La plupart des secteurs ont maintenant accepté la science, ont pris les devants et cherchent à contribuer. Par exemple, au cours des deux dernières années, le RENB a

travaillé avec Économie verte Canada, menant l'exploration initiale pour établir un centre de l'économie verte ici au Nouveau-Brunswick. Économie verte Nouveau-Brunswick, dont le lancement officiel aura lieu jeudi, travaillera avec les entreprises locales pour accélérer la transition du Nouveau-Brunswick vers une économie à faible émission de carbone. Au Nouveau-Brunswick et dans l'ensemble du Canada, les PME constituent l'épine dorsale de notre économie, employant 9 travailleurs du secteur privé sur 10 et contribuant à plus de la moitié de notre PIB. Une mise à jour du Plan d'action sur les changements climatiques devrait souligner plus clairement le soutien aux PME dans l'atteinte de nos objectifs climatiques communs. J'ai hâte d'entendre les présentations du Conseil d'entreprise du N.-B. et du Conseil économique du N.-B. sur la meilleure façon d'aider le milieu des affaires à prendre des mesures climatiques plus vigoureuses.

6. Éducation et renforcement des capacités à tous les niveaux pour mettre en œuvre plus rapidement les solutions climatiques connues.

Grâce à ses divers efforts et projets de collaboration, le RENB a travaillé fort pour renforcer les capacités des secteurs et agents clés de l'action climatique. Je vais vous donner deux exemples.

Tout d'abord, par l'entremise de l'Alliance pour une éducation à la viabilité, qui compte plus de 1000 participants et qui continue de croître, le RENB a aidé à renforcer la capacité des éducateurs à intégrer les enseignements sur le changement climatique dans le programme d'études. Cela doit se faire en classe, mais nous devons aussi investir davantage dans les programmes d'apprentissage par l'expérience et les programmes d'apprentissage en plein air. Une solide littératie climatique doit être considérée comme un résultat indispensable de notre expérience d'éducation publique, comme toute autre chose. Les enseignants d'aujourd'hui l'ont compris et ont soif de plus de ressources et de soutien pour introduire les enseignements sur le changement climatique dans les salles de classe. Je souligne l'excellent travail des membres du RENB, le Projet Gaia et Labos Créatifs, dans ce domaine, ainsi que le travail du programme Les Grands penseurs se rencontrent dehors du RENB, qui donne aux éducateurs les compétences et les ressources dont ils ont besoin pour enseigner à leurs élèves à l'extérieur, quelle que soit la matière.

Le Collectif sur l'adaptation aux changements climatiques du Nouveau-Brunswick, auquel participent des organismes sans but lucratif, des universités et des gouvernements, et dont le RENB assure le secrétariat, travaille à faire progresser et à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans tous les secteurs. Il a un certain nombre de priorités stratégiques, dont deux dont je parlerai aujourd'hui : l'intégration de l'adaptation dans la planification et la promotion des infrastructures naturelles et fondées sur la nature.

Comme vous avez déjà entendu plusieurs de mes collègues le dire, l'infrastructure naturelle de notre province est extrêmement importante pour faire face à la crise

climatique. Ce rôle doit être largement reconnu et pris en compte dans la façon dont nous développons nos communautés à l'avenir. Les approches naturelles, comme les côtes vivantes ou les bassins de rétention des eaux pluviales naturalisés, mais aussi les zones protégées comme les dunes et les zones humides, contribuent à réduire les risques liés aux impacts climatiques tels que les épisodes récurrents de fortes pluies ou les tempêtes côtières. Des groupes dans vos circonscriptions comme Verts Rivages et Valorès dans la circonscription de Shippagan-Lamèque-Miscou, EOS Eco-Energy à Memramcook-Tantramar, ou Vision H2O et l'Association du bassin versant de la baie de Shediac à Shediac-Beaubassin font tous un travail exemplaire dans ce domaine. Il faudrait mettre l'accent en priorité sur ces approches et sur les co-bénéfices qu'elles apportent, notamment en matière de loisirs, de tourisme et de santé humaine. Le Nouveau-Brunswick est déjà un chef de file dans ce domaine et continuera de l'être avec votre soutien.

En partenariat avec Nature NB, et avec l'appui financier de RNCAN et du Fonds en fiducie pour l'environnement du Nouveau-Brunswick, le RENB travaille à renforcer les capacités des ingénieurs, des planificateurs et des ONGE en vue d'une adoption plus large des infrastructures fondées sur la nature pour s'adapter à l'aggravation des impacts du changement climatique. Au cours des prochaines années, nous espérons nous concentrer sur le renforcement des capacités des intervenants municipaux, des décideurs locaux et du personnel municipal, en comblant le manque de connaissances sur les infrastructures naturelles et fondées sur la nature et en fournissant une méthodologie structurée pour identifier les zones qui conviennent à la conservation ou à la mise en œuvre d'infrastructures naturelles et fondées sur la nature en fonction de leur valeur pour l'atténuation des risques climatiques.

7. Un réel engagement des jeunes

Le RENB a toujours accordé une grande priorité à l'engagement des jeunes. Deux places sont réservées aux jeunes au sein de son comité directeur, et un caucus de jeunes a été actif à divers moments de l'histoire de l'organisme. Plus récemment, en 2021, le RENB a apporté son soutien à une conférence en ligne sur le climat, pour les jeunes et par les jeunes, intitulée "Dans la zone rouge", qui a reconnu la rapidité avec laquelle les ressources gouvernementales peuvent être mobilisées et l'adhésion du public peut être obtenue lorsque l'urgence d'une situation l'exige, et qui a demandé que l'action climatique reste à l'avant-plan malgré les défis continus en matière de santé publique. Les jeunes ont fait des sacrifices pour protéger nos plus vulnérables tout au long de la pandémie, nous leur devons de faire des sacrifices similaires pour protéger leur avenir sur cette planète.

À juste titre, les jeunes sont de plus en plus inquiets et préoccupés par l'aggravation des effets du changement climatique et de diverses autres formes de dévastation environnementale et sociale. Ils seront les plus touchés par les décisions prises aujourd'hui, y compris celles de ne rien faire ou de ne pas en faire assez. Un meilleur

engagement des jeunes dans la lutte contre le changement climatique devrait faire partie de toute mise à jour du plan d'action climatique de la province. Les jeunes leaders que vous réussissez à engager dans la lutte contre le changement climatique aujourd'hui sont probablement ceux qui seront assis dans vos fauteuils demain.

Personnellement, mon premier engagement sérieux dans l'action climatique remonte à 2001, lorsqu'à l'âge de 21 ans, j'ai traversé le Canada à vélo, d'un océan à l'autre, en faisant partie de la Caravane du changement climatique, un groupe de plus de 40 personnes, principalement des jeunes, qui réclamaient des objectifs climatiques plus ambitieux que ceux proposés à l'époque dans le cadre du protocole de Kyoto et des niveaux de GES de 1997. Cette tournée pancanadienne était l'initiative d'étudiants inquiets de l'Université Mount Allison de Sackville. Depuis, les objectifs de réduction des émissions du Canada n'ont pas été atteints et la crise climatique s'est aggravée. J'en parle à titre d'exemple de la façon dont les jeunes du Nouveau-Brunswick ont néanmoins continué à nous pousser à en faire plus et à faire avancer les choses en matière d'action climatique. Même si cela peut sembler lointain, à l'automne 2019, les manchettes étaient dominées non pas par des nouvelles de la pandémie, mais par des nouvelles de l'action climatique des jeunes inspirée par Greta, avec de grands rassemblements organisés à travers le monde, dont plusieurs milliers marchant dans les rues de Moncton où se situent les bureaux du RENB. Le rassemblement de Moncton a été initié en grande partie par des étudiants de l'Université de Moncton et du groupe Symbiose, membre du RENB, ainsi que par plusieurs écoles secondaires locales. Les groupes membres du RENB, Gaia Project et la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick, font également un excellent travail pour engager les jeunes dans l'action climatique dans cette province.

Des idées telles que le Corps civil pour le climat tel que proposé aux É-U devraient être explorées pour le Nouveau-Brunswick comme complément ou en plus des programmes existants financés par le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Développement de l'emploi. La voix des jeunes devrait être incluse dans les organismes consultatifs clés, comme le Conseil consultatif sur les changements climatiques, qui est depuis longtemps attendu.

Avec l'un des plus grands, si pas le plus grand, réseau provincial de protection de l'environnement au pays, le Nouveau-Brunswick est une province qui se surpasse en matière de protection de l'environnement. Notre capacité démontrée à travailler ensemble pour l'environnement est un atout commun à ne pas sous-estimer, et peut-être un trait très maritime? J'espère que vous tiendrez compte du rôle clé que jouent les groupes environnementaux locaux dans l'action climatique lorsque vous mettrez à jour le plan. Avec ses 118 actions, le plan actuel peut sembler d'une portée considérable, mais la crise climatique l'est tout autant. Avec des efforts et des ressources renouvelés, nous pouvons faire en sorte que bon nombre des actions actuellement répertoriées comme étant "en cours" soient menées à bien.

Merci. Merci. Wela'lin.

Tim Leblanc Murphy
Directeur général
Réseau environnemental du Nouveau-Brunswick